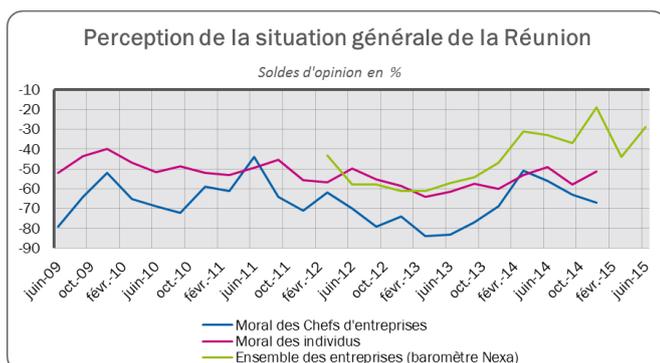


Accélération économique en contexte difficile

Au second trimestre 2015, La Réunion a pu compter sur un environnement économique et social favorable pour conforter la croissance amorcée en 2014. Les mouvements de convection qui animent l'économie locale sont confirmés par la majorité des indicateurs statistiques.

Autant tirée par la consommation que par l'investissement, la performance apparaît assez vigoureuse pour créer de l'emploi. Conjointement, la hausse de l'épargne des ménages de 3,1%, et des placements des sociétés de 5,6% (soit respectivement +262 M€ et + 146 M€ en un an), confirme un renforcement des acteurs économiques locaux.

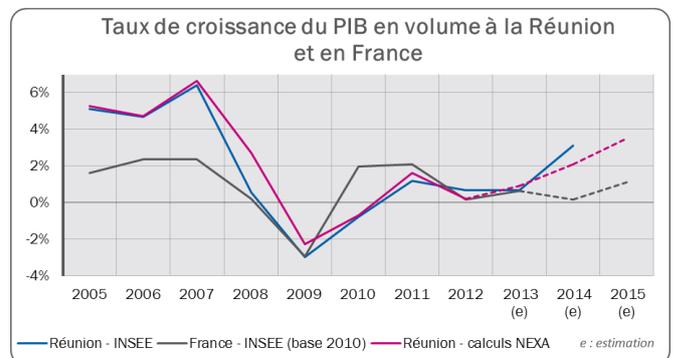
Les enquêtes de perception enregistrent également cette consolidation. Habituellement négatifs, les soldes d'opinions relatifs à la situation générale de La Réunion remontent.



Sources : IPSOS, Nexa

A partir des données économiques récentes, nous révisons donc à la hausse notre prévision de croissance à La Réunion. En 2015, le PIB réunionnais devrait augmenter de 3,7% en euros courants (soit 3,5% en volume). Cette performance semble, pour partie, liée au chantier de la Nouvelle Route du Littoral.

Ce rythme, enviable dans un contexte national et européen morose, a pour conséquence d'accroître l'écart avec la situation en métropole où la croissance atteint 1,1%.



Sources : INSEE, Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des estimations issues des comptes rapides régionaux CEROM (INSEE – IEDOM – AFD) et de modélisations économétriques reposant sur plusieurs indicateurs économiques (avec déflateur IPC).

◆ Dynamique entrepreneuriale fragile

Hors micro-entreprises, la création de nouvelles entités progresse de 2,8% au deuxième trimestre. Elles sont essentiellement portées par le secteur « commerce, transport, hébergement et restauration ». En intégrant le régime des auto-entrepreneurs, le solde des créations décroît de 1,3%. L'évolution de ces chiffres illustre bien que la stabilité des règles est une nécessité pour favoriser la création d'entreprise.

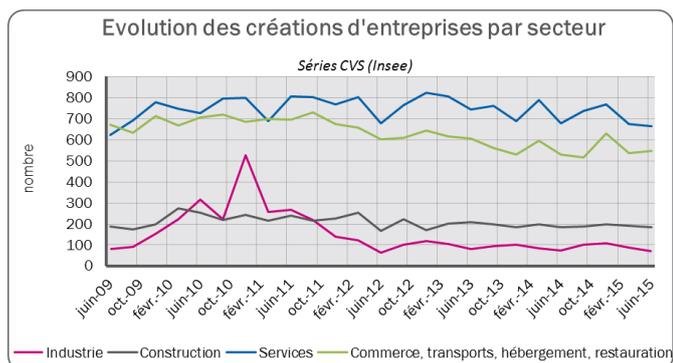
Sommaire :

La tendance macro-économique
La perception sectorielle et empirique
Les événements marquants récents
L'enquête auprès des dirigeants d'entreprises
Les perspectives à court et moyen terme

Observatoire régional de l'économie

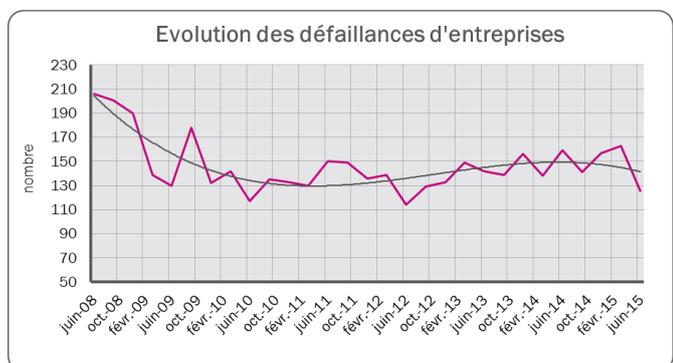
Directeur de la publication : Gaston BIGEY
Rédaction : Frédéric LORION
Graphiques : Rekha GRIMOIRE
Conception et édition : Nexa
Contact : observatoire@nexa.re

Rappelons que les statuts d'auto-entrepreneur et de micro-entreprise doivent fusionner en 2016, ce qui pourrait avoir rebuté certains candidats.



Source : INSEE

La modification annoncée amène des coûts et des contraintes nouvelles telles que l'obligation de compte bancaire et d'assurance professionnelle, la suppression de l'exonération de la CFE, le paiement des cotisations consulaires, tout en visant la professionnalisation des dirigeants.

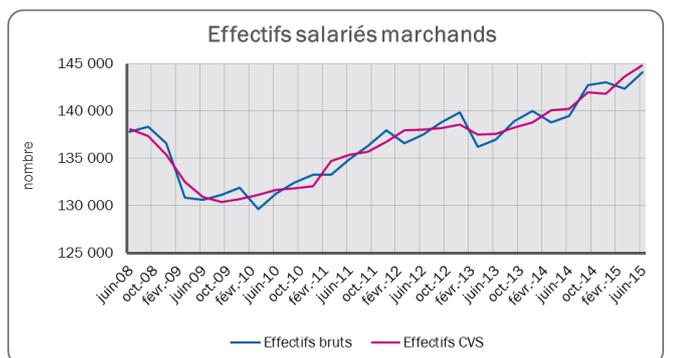


Source : INSEE

Dans le même temps, la sinistralité des entreprises diminue. Le nombre de défaillances chute de 23% sur le second trimestre pendant que les créances douteuses reculent de 8,5% (soit -86 M€).

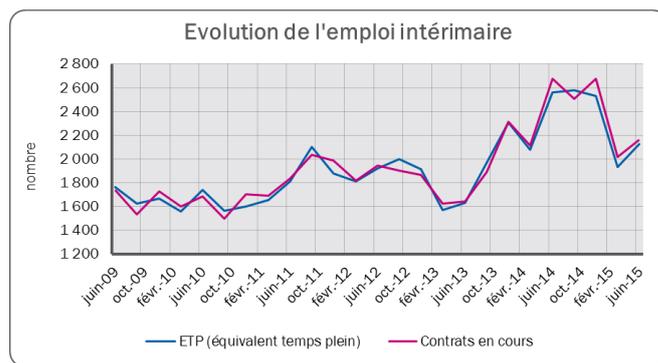
Accélération de l'emploi salarié

Le dynamisme économique se répercute sur la création d'emploi au second trimestre 2015. Selon l'ACOSS, l'emploi marchand à La Réunion accélère, avec une hausse des effectifs de +3,3% à fin juin sur un an. En termes d'effectifs, ce sont 1 700 salariés de plus sur le trimestre et 4 600 en une année. Cette croissance est due aux créations dans les secteurs des « autres services », du commerce et de l'hébergement-restauration, mais aussi dans l'industrie.



Source : ACOSS

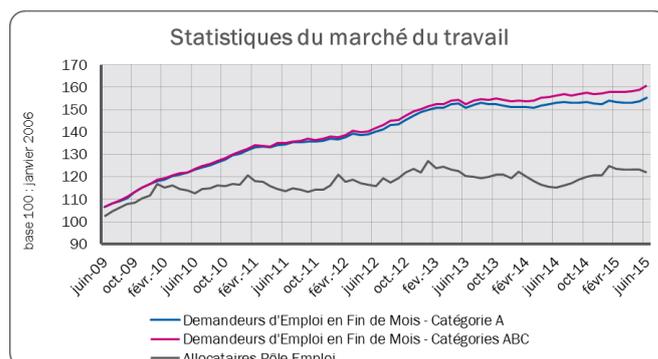
En parallèle, à 2 126 ETP (équivalent temps plein), l'emploi intérimaire rebondit de 10% et affiche une progression de 3% en cumul annuel.



Source : Dares

Malgré sa vigueur, l'économie réunionnaise n'a pas permis d'absorber la demande d'emplois nette. La démographie, le solde migratoire et le taux d'activité pèsent sur le marché du travail où l'on dénombre à présent près de 160 000 demandeurs d'emplois de catégories A, B et C. La progression ralentit à 2,2% sur un an (contre 2,5% le trimestre précédent).

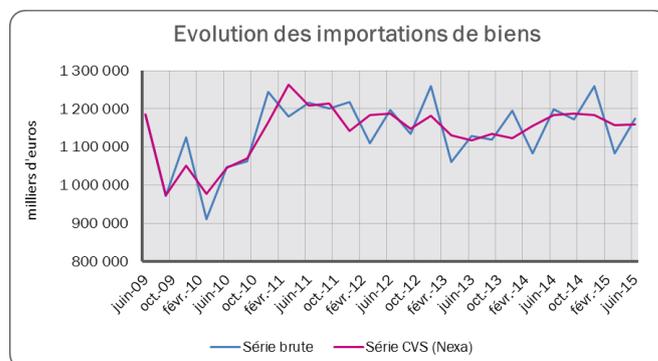
Dans ce bilan, les seniors subissent particulièrement les difficultés à retrouver un poste, alors que les plus jeunes peuvent bénéficier de contrats d'avenir. Les demandeurs d'emplois de plus de 55 ans augmentent de 10% en un an.



Sources : DIECCTE, Pôle Emploi

Simultanément, et malgré un léger repli sur le trimestre, le nombre des allocataires de Pôle Emploi augmente de 6% sur une année.

Reprise du commerce extérieur

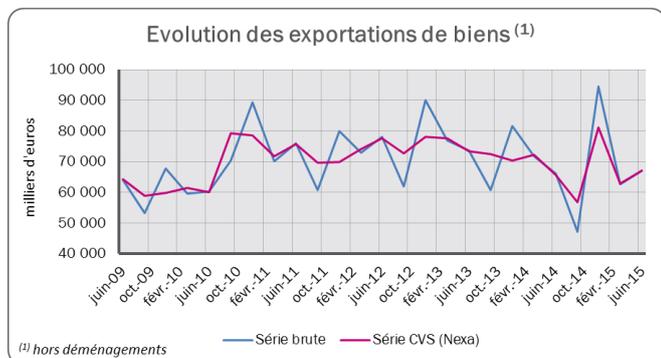


Source : Douanes

Par rapport au premier trimestre, les importations de biens augmentent de 8% au deuxième trimestre à 1 175 M€, pour 822 kT en données brutes.

En données corrigées des variations saisonnières, le volume des marchandises entrées se stabilisent. Hors produits pétroliers, les véhicules, les médicaments puis les appareils de téléphonie restent les principales marchandises importées en valeur.

Les exportations s'améliorent de 7% avec 67,2 M€ de biens expédiés en valeur (soit 85,2 kT en quantités) au second trimestre 2015 contre 62,8 M€ (ou 71,7 kT) au premier trimestre. En cumul sur douze mois, le volume exporté recule de 3% en valeur et de 8% en quantité, en raison de retards dans les livraisons de sucre.

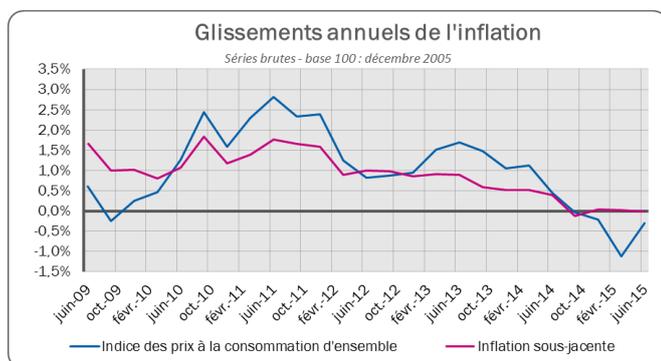


Source : Douanes

Principale porte d'entrée des marchandises sur notre territoire, Port Réunion a enregistré une hausse de 7% de son activité en tonnage au premier semestre 2015 par rapport aux 6 premiers mois de 2014. Dans ce bilan, les vracs liquides, dont les importations de fioul lourd et de gazole, progressent de 7% tandis que les vracs solides diminuent de 3%. Le volume des autres marchandises (conteneurs, roulier et conventionnel) s'accroît de 9% sur la période.

L'inflation quasi nulle

En raison d'une reprise des tarifs de l'énergie, les prix sont légèrement remontés à La Réunion au second trimestre. La hausse n'est cependant pas suffisante pour ramener le taux d'inflation en zone positive. En évolution annuelle, il reste en dessous de zéro, plombé par les conséquences déflationnistes passées de la forte chute des cours des produits pétroliers en 2014.



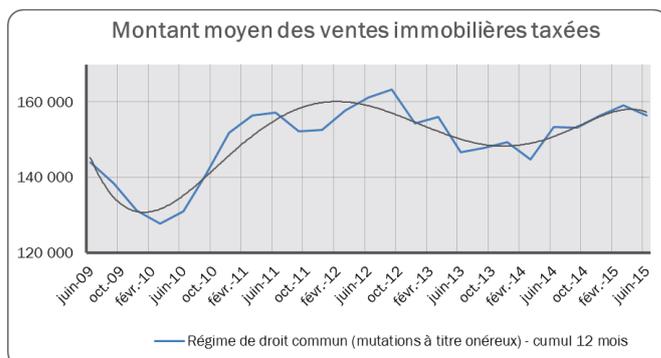
Sources : INSEE - calculs Nexa

Au cours de la période, les prix ont également fluctué au gré des tarifs de transport. L'aérien, notamment, évolue en fonction des entrées et sorties des hausses ou basses saisons.

La situation ne devrait pas s'améliorer dans le trimestre à venir. A partir de juillet, une nouvelle chute des cours

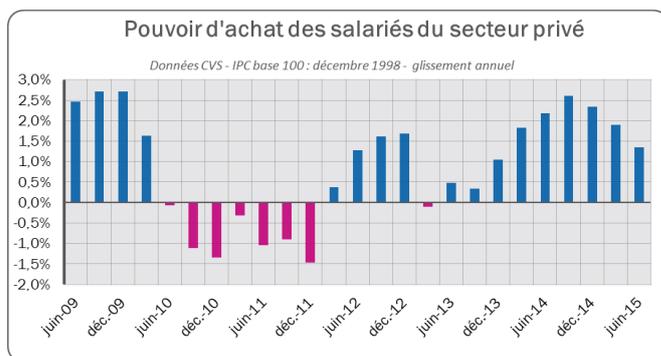
internationaux des produits pétroliers devrait entrainer les prix dans leurs sillages.

En ce qui concerne l'immobilier, une légère contraction de 1,7% des prix a été constatée au deuxième trimestre par rapport au premier. Sur un an, cependant, la tendance est haussière avec une progression de 2% entre juin 2014 et juin 2015.



Source : CGEDD/MEDOC

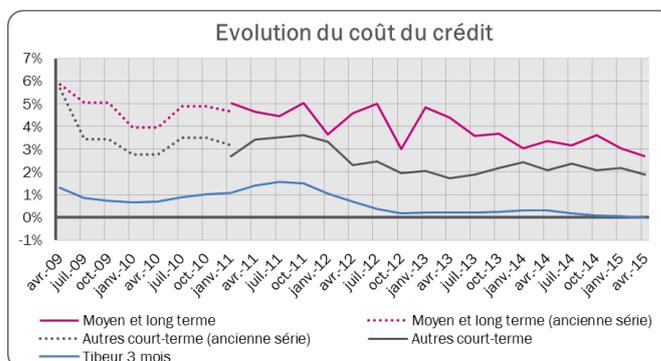
La masse salariale du secteur privé marchand progresse de 4% ce trimestre par rapport au second trimestre 2014, soit davantage que les effectifs, ce qui traduit une hausse du salaire moyen par tête.



Sources : ACOSS, INSEE - calculs Nexa

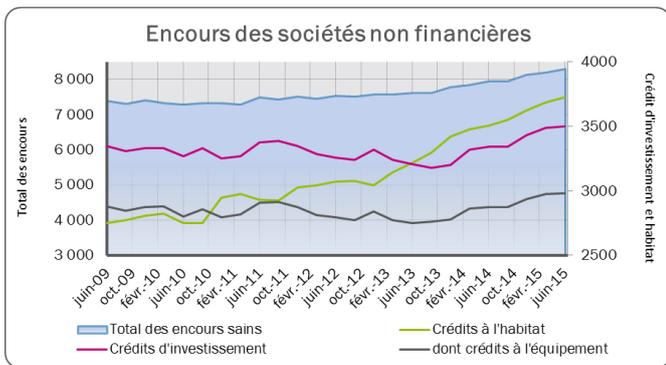
Rapportée à l'évolution de la masse salariale, l'inflation indique un différentiel de pouvoir d'achat encore en hausse de 1,3% au second trimestre. Purement théorique, ce calcul ne tient pas compte du poids de la fiscalité, non intégré à l'inflation, ni des revenus des secteurs non marchands.

Confirmation des investissements



Sources : IEDOM, Banque de France

Le crédit gagne en attractivité, avec une baisse des taux pratiqués par les établissements financiers locaux. En taux réel cependant, donc corrigé de l'inflation, les conditions de crédits sont moins encourageantes, souffrant de la faiblesse des prix.



Source : IEDOM

Les crédits à l'investissement sont restés stables ce trimestre par rapport au précédent mais ils progressent de 5% sur une année.

L'encours des crédits à l'habitat, essentiellement destinés au logement social, augmente de 1,7% ce trimestre et de 6,2% par rapport à juin 2014. A 3,7 milliards d'euros, il dépasse nettement l'investissement productif au sens propre qui conditionne l'activité et la compétitivité des entreprises.

La perception sectorielle et empirique

(*) En italique dans la présente note - Tableau de synthèse à la page 9

L'enquête de conjoncture auprès des dirigeants réunionnais au second trimestre 2015 révèle des opinions pessimistes en termes d'activité par rapport à l'année précédente. Après un premier trimestre en berne, la demande du marché resterait en retrait, obligeant les entreprises à sous-utiliser leurs capacités de production et à réduire leurs investissements. L'emploi salarié se stabilise durant cette période, tandis que le temps consacré à la formation progresse significativement par rapport à 2014.

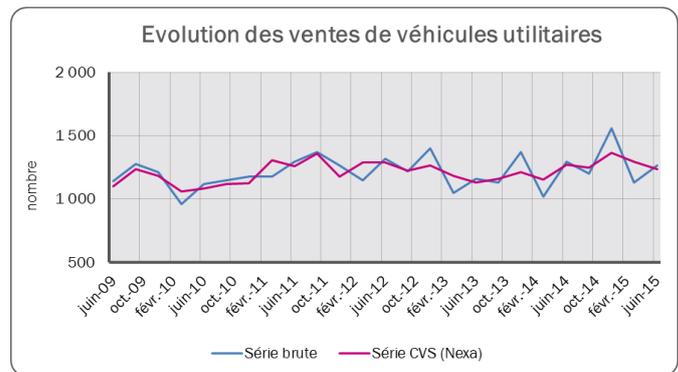
Parallèlement, un maintien des prix de vente est constaté, ce qui ne contribue pas à l'amélioration des indicateurs de marge et de rentabilité des acteurs.

Les perspectives envisagées pour le prochain trimestre ressortent encore moroses, laissant envisager une croissance très faible pour la période, accompagnée d'une importante réduction des marges. Les conséquences pourraient se ressentir sur l'emploi salarié et le niveau d'investissement, qui devraient se replier par rapport à l'année dernière, contrairement à la formation qui devrait évoluer positivement.

Notons que les prévisions en ce qui concerne l'économie générale sont moins pessimistes ce trimestre qu'elles ne l'étaient en début d'année.

● Reprise des activités industrielles

Le secteur des **industries des biens de consommation** relève sa perception morose du début d'année, avec un chiffre d'affaires ressenti à la hausse ce trimestre, soutenu par une demande particulièrement dynamique. Selon les dirigeants, ce regain d'activité encourage à consacrer plus de temps à la formation de leurs employés et à augmenter considérablement leur niveau d'investissement. Par ailleurs, les indicateurs de marge et de rentabilité du secteur semblent se



Source : SICR – Fichier central des automobiles

Malgré une baisse au second trimestre, les ventes de véhicules utilitaires s'inscrivent à un niveau élevé en données cumulées, supérieur de 7,2% à ceux de la période précédente.

redresser peu à peu, aidés par une remontée des prix.

Les chefs d'entreprises restent néanmoins très frileux pour le troisième trimestre en anticipant une plus faible activité. Ils envisagent de puiser dans leurs stocks de produits finis et d'investir modérément.

Le niveau d'activité des **autres industries** apparaît mieux orienté, mais ne suffirait pas à relancer les investissements des entreprises, lesquelles anticipent une chute durant cette période. Parallèlement, les effectifs salariés seraient considérablement réduits, tout comme le temps consacré à la formation.

A court-terme, les industriels retrouvent confiance en l'économie générale, espérant un rebond du carnet de commandes et du niveau d'investissement. Dans le même temps, la rentabilité des acteurs devrait repartir à la hausse, encouragée par la stabilité des prix de vente, et le temps consacré à la formation devrait augmenter de manière significative.

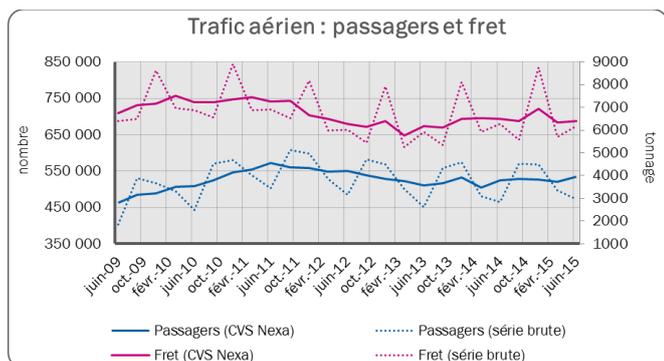
● Excès d'optimisme dans les transports

Ce second trimestre est signe de désillusion dans le **transport de passagers** où les acteurs relatent un chiffre d'affaires en repli par rapport aux prévisions. Tandis que l'emploi salarié se redresse sensiblement, la marge paraît au point mort, plombée par une chute des prix du secteur. En revanche, les transporteurs consacrent davantage de temps à la formation de leurs employés durant cette période et se montrent plus optimistes quant à la situation économique locale.

Ce renforcement de la perception générale devrait s'amplifier dans les prochains mois, les hypothèses étant particulièrement favorables à un sursaut de l'activité et à une amélioration de la rentabilité. Les acteurs devraient davantage recourir au crédit

bancaire et autres sources de financement au troisième trimestre.

Le secteur du **transport de marchandises** espérait stabiliser son chiffre d'affaires ce trimestre, mais le niveau des ventes se serait avéré très en deçà des prévisions, obligeant les entreprises à sous-utiliser leurs capacités de production. Alors que les transporteurs s'attendaient à un accroissement de leur marge, les indicateurs sont annoncés en retrait, laissant ainsi craindre une situation similaire dans les mois à venir. En effet, les décideurs prévoient une demande du marché atone au troisième trimestre, accompagnée d'un recul des prix de vente.



Sources : Aéroports Pierrefonds et Roland Garros

Au second trimestre, en tenant compte des effets saisonniers, le **transport aérien de passagers** augmente de 2,8%, correspondant à 535 000 voyageurs, par rapport à la période précédente. En comparaison du second trimestre 2014, la progression est de 2%.

En juin 2015, représentant 50% de parts de marchés, Air Austral enregistre une meilleure progression sur ses lignes régionales par rapport à la destination Métropole et attend beaucoup des perspectives de développement. Après la Chine en fin d'année, sont notamment prévus en 2016, le lancement de la ligne directe Paris-Mayotte en juin, et l'intégration de 2 Boeing 787-800 à partir de mai. Cette année, la compagnie a ouvert une liaison directe Réunion-Rodrigues depuis l'aéroport de Pierrefonds à raison de 2 vols par semaine limités aux vacances scolaires.

En cours de structuration, le transit maritime connaît une accélération grâce à l'**activité de transbordement** qui enregistre une forte croissance de 135% sur le premier semestre 2015.

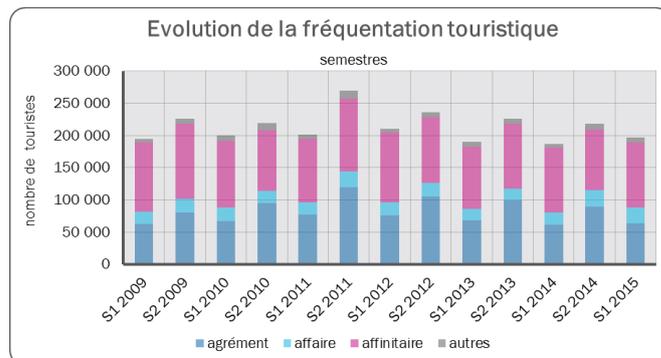
◆ Rebond touristique à confirmer

Les professionnels de l'**hôtellerie et de la restauration** semblent en proie à un excès de pessimisme au second trimestre. Habités aux mauvais chiffres depuis deux ans, leur opinion ne traduit pas encore un regain d'activité. Le marché serait encore difficile, subissant les conséquences de la faible demande, et contraignant directement l'effectif salarié. La période est plus propice à la formation des employés du secteur et les capacités de production semblent désormais mieux ajustées.

En revanche, les pronostics du troisième trimestre sont encourageants : les dirigeants anticipent cette fois une reprise de l'activité en lien avec les vacances, incitant

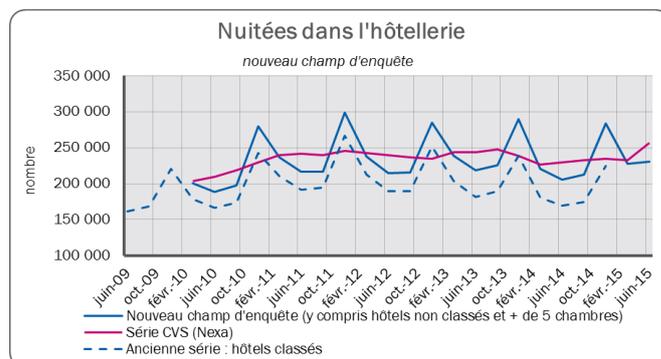
les entreprises à optimiser leurs capacités de production et à investir davantage. On note également une amélioration de la perception générale de l'économie.

La hausse de 9,8% des réservations de sièges enregistrée par l'Institut Forward Keys auprès des agences et tour operators laissait présager une amélioration de la fréquentation touristique à fin juin.



Sources : INSEE/IRT – enquêtes flux touristiques

Au total au premier semestre, selon l'enquête réalisée par l'INSEE auprès des voyageurs au départ de La Réunion, 197 400 touristes ont visité notre territoire, soit 5,3% de plus par rapport à l'année précédente. Alors que le tourisme affinitaire reste stable, tous les segments affichent une progression, dont le tourisme d'affaires (+23%) et le tourisme d'agrément (+5%). Les dépenses réalisées au cours du séjour atteignent 141,1 M€, en hausse de 4%.



Source : INSEE – enquête de fréquentation hôtelière

La fréquentation de l'hôtellerie au second trimestre confirme le rebond touristique. Les structures ont enregistré 25 100 nuitées de plus pour un total de 231 000 nuitées. En hausse de 12% par rapport au deuxième trimestre 2014, ce résultat repose en partie sur l'accueil de la clientèle locale. Si tous les secteurs géographiques confirment cette embellie, les établissements non classés enregistrent la plus forte évolution.

A 60,5%, le taux d'occupation gagne 3 points en un an. Il progresse plus particulièrement dans le haut de gamme mais également dans les catégories non classées.

En termes d'évènements marquants, malgré une nouvelle attaque de requin, non meurtrière, au Port au mois de juin, l'île a bénéficié d'une éruption volcanique en mai, couplée avec les rendez-vous culturels musicaux : Electropicales et Sakifo.

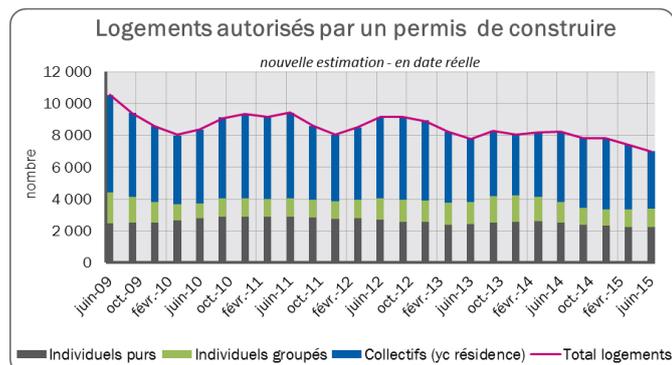
◆ Une construction à deux vitesses

Les résultats sont mitigés pour les entrepreneurs de la **construction** qui voient leur chiffre d'affaires progresser nettement ce trimestre, soutenu par une demande à la hausse, mais leur rentabilité est freinée par la dégradation des prix du marché. Parallèlement, on note un tassement des stocks de produits finis dans le secteur.

Reflétant une perception de la situation économique locale plutôt dégradée, les anticipations pour la prochaine période sont défaitistes, avec un carnet de commandes en repli et des indicateurs de marge et de rentabilité toujours à la baisse. Du côté des ressources humaines, les entrepreneurs redoutent une diminution significative des effectifs salariés et du temps consacré à la formation.

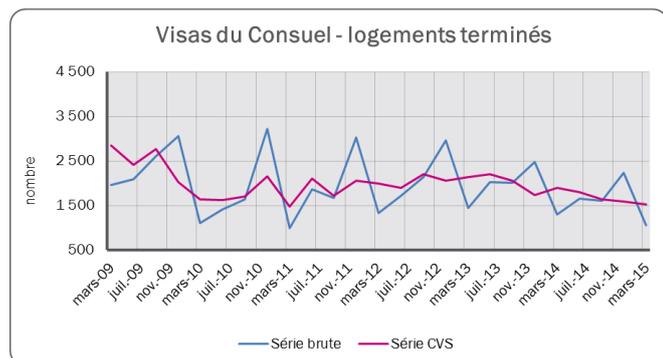
Dans la continuité du premier trimestre, le BTP réunionnais est porté par les travaux publics, dont le chantier de la Nouvelle Route du Littoral (NRL) qui poursuit sa montée en charge. Hors NRL, le chiffre d'affaires du secteur devrait rester à 950 M€.

Sur le segment du logement neuf, le volet social s'essouffle sans pouvoir compter sur la défiscalisation en secteur privé. En revanche, le marché de la réhabilitation décolle et permet un net regain d'activité. Plus complexe à mettre en œuvre, avec des interventions en milieu habité, l'ancien ne compense pas la perte des chantiers des constructions neuves.



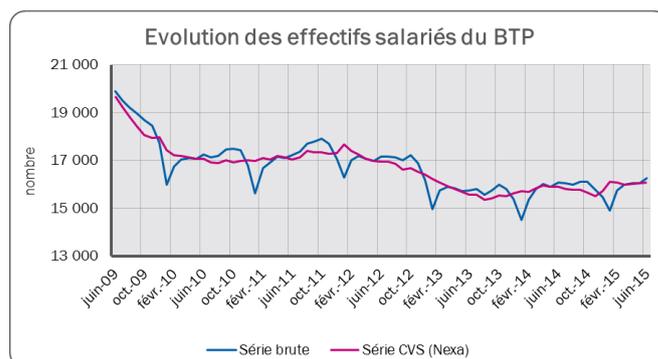
Source : CGEDD - SOeS/Sit@del2

En constructions publiques, le rythme des réalisations, en diminution au premier semestre, devrait être réalimenté en seconde partie de l'année 2015 et en 2016. Des grosses opérations en gestation sont attendues telles que : l'Espace Océan à Saint-Denis, les futurs équipements de la ZAC Pierrefonds Aéroport de Saint-Pierre ou encore ceux de l'Ecocité du TCO.



Source : Consuel

Comptant 16 300 salariés en juin/juillet, les effectifs progressent modérément, de 2% par rapport à ceux de juillet 2014. Par ailleurs, les chantiers de rénovation du parc de logements existants devraient drainer un nombre important d'ouvriers en insertion.



Source : CCP BTP

Dans ce contexte mitigé pour le bâtiment, l'opérateur CBo Territoria renoue avec la croissance et présente un chiffre d'affaires en hausse de 14% à 25,2 M€ au premier semestre alimenté par l'activité foncière (hausse des revenus en provenance des actifs commerciaux) ainsi que de la promotion (immobilier professionnel et ventes de terrains à bâtir). Au final sur le premier semestre, le résultat des activités progresse de 20% pour 4,9 M€ et le résultat net de 32% pour à 2,6 M€.

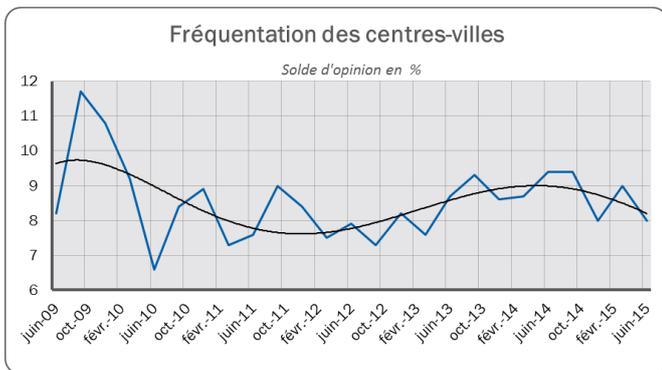
◆ Des consommateurs exigeants

Pour les **commerçants de gros**, les résultats de ce trimestre sont décevants par rapport à leurs prévisions, mais sont comparables à ceux de l'année dernière : un chiffre d'affaires faible mais en progression, permettant un meilleur usage des capacités de production, et une confiance en l'économie réunionnaise qui s'améliore par rapport au début d'année.

À court-terme, les professionnels craignent une dégradation de la demande du marché, qui combinée à une forte baisse des prix de vente, devrait peser sur les indicateurs de marge et de rentabilité. Dans ce contexte défavorable, l'effectif salarié et le niveau d'investissement devraient rester stables.

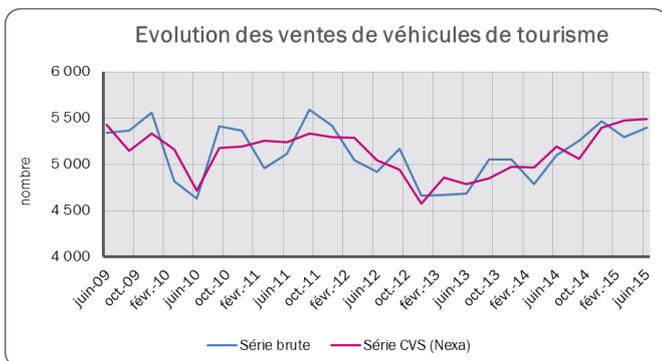
Une désillusion est perçue pour le **commerce de détail** qui espérait une reprise de l'activité ce trimestre. Les opinions expriment un ralentissement de la demande du marché qui entraînerait le chiffre d'affaires vers le bas. A contrario, l'effectif salarié augmente légèrement par rapport à l'année précédente et le temps consacré à la formation se renforce durant la période.

Les perspectives pour la prochaine saison sont alarmistes, avec un repli important de l'activité et par là-même des effectifs salariés et des indicateurs de marge et de rentabilité. Ce climat morose pourrait amener les commerçants à réduire considérablement l'utilisation de leurs capacités, ainsi que le recours aux différentes sources de financement.



Source : IPSOS

La fréquentation des centres-villes diminue au second trimestre 2015. Vacances scolaires, ou promotions dans les grandes surfaces, le public a privilégié les enseignes en périphéries urbaines. L'indice de consommation des principaux produits, toujours robuste en cycle annuel, s'est amélioré par rapport au trimestre précédent.



Source : CGDD, SOeS

Les concessionnaires automobiles maintiennent leur activité, la clientèle réunionnaise, confirmant son attrait pour l'automobile, a répondu présente : les ventes de véhicules flirtent avec les 5500 unités dans le trimestre, niveau le plus élevé depuis cinq ans.

◆ Dispersion des services marchands

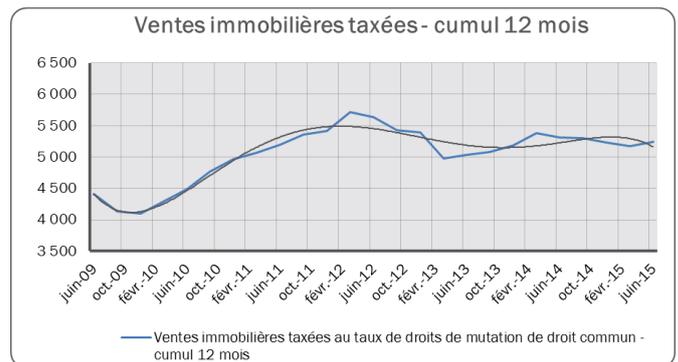
La tendance s'essouffle ce trimestre pour les autres services marchands, qui affichent un niveau d'activité inférieur par rapport à 2014, en lien avec une demande en déclin. Les conséquences sont immédiates : les acteurs réduisent leurs investissements, ainsi que leurs emprunts auprès des banques et autres organismes de financement.

La prochaine saison s'annonce plus bénéfique en termes d'activité, relançant ainsi l'utilisation des capacités de production et profitant à la formation du personnel.

Les **services bancaires** en revanche profitent de la croissance pour améliorer leur collecte auprès des agents économiques. L'encours total, à 12,5 Md€ à fin juin 2015, a connu une accélération de 4,1% en un an (contre 3,5% l'année précédente).

A noter que le groupe Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse, visant une stratégie de croissance outremer, a finalisé son offre de rachat de la Banque de La Réunion. L'établissement se positionne comme le second acteur bancaire de l'outremer.

Le secteur des **transactions immobilières** peine à trouvé un nouvel élan. Les délais de négociation, en diminution sur les marchés de la location, se tendent sur ceux des ventes. Le nombre d'actes enregistrés stagne à 5200 en cumul sur une année.



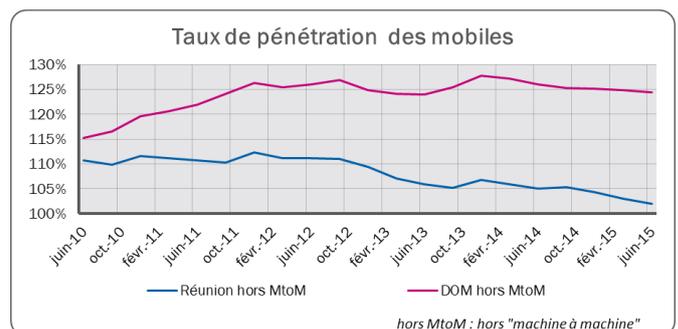
Source : CGEDD-MEDOC

◆ La filière numérique

Après le recul enregistré en début d'année pour le secteur numérique, le chiffre d'affaires semble remonter la pente ce trimestre, sans pour autant atteindre le niveau espéré par les dirigeants. Ces derniers consacrent de plus en plus de temps à la formation de leurs employés tout en continuant à recruter du personnel. Dans le même temps, l'investissement progresse considérablement, et devrait poursuivre cette tendance dans les mois à venir, les chefs d'entreprises faisant l'hypothèse d'une activité particulièrement dynamique.

En effet, le carnet de commandes devrait se renforcer de manière significative, contribuant à une meilleure utilisation des capacités de production.

Les opérateurs de **télécommunications** continuent leurs investissements de câblage en fibre optique dans les communes de l'île dans le cadre de l'aménagement en haut débit du territoire.



Source : ARCEP

Le paysage de la **téléphonie mobile** poursuit sa mutation avec l'acquisition par la société Telma d'origine malgache, des actifs Only détenus par le groupe Numéricable. De nouveau en diminution au second trimestre, le taux de pénétration des mobiles se rapproche du seuil de 100% de la population. Le parc de cartes prépayées notamment contribue à cette baisse, au profit des abonnements.

Les événements marquants récents

Avril

◆ **Coopération régionale**

Dans le cadre de la coopération Réunion-Maurice signée en 2011, l'**antenne de la Région à Maurice** a été inaugurée. Elle a pour vocation d'assurer le rôle de poste d'expansion économique et d'accompagner les entreprises réunionnaises dans leur implantation, ainsi que le développement des échanges entre les îles et des projets touristiques communs.

◆ **Entreprises**

Le syndicat des **Jeunes agriculteurs Outre-mer** a tenu son conseil d'administration à Bruxelles. Ce déplacement a été effectué afin de mieux comprendre les rôles et les missions des instances européennes et d'échanger sur les préoccupations de l'agriculture : réforme du POSEI, fin des quotas sucriers, validation des programmes de développement rural (FEADER...).

◆ **Tourisme**

Une délégation du **tour opérateur chinois Tuniu** a visité l'île afin de découvrir nos atouts touristiques. Ce leader des voyageurs de groupe en Chine en a profité pour réaliser 2 films de promotion à destination de la clientèle chinoise.

◆ **Visite ministérielle**

La ministre de l'Outremer a détaillé une série de 8 initiatives pour accélérer et étendre la mise en œuvre du plan de **réduction du risque requin** à La Réunion. Mme Langevin a également profité du déplacement pour préciser la déclinaison du Plan logement Outremer à La Réunion.

◆ **Aménagement numérique**

Composée par l'Etat, la Région et les opérateurs télécoms, la **CCRANT** (Commission consultative régionale pour l'aménagement numérique du territoire) a clarifié les objectifs de couverture en très haut débit à l'horizon 2022. Les déploiements de fibres lancés individuellement par les opérateurs Zeop, Orange et SFR seront notamment encadrés pour gagner en cohérence et en coordination.

Mai

◆ **Innovation numérique**

L'édition 2015 de la **Webcup** a rassemblé 40 participants qui ont présenté leur projet devant un jury composé de talents locaux du design web tels que les représentants des agences OI Web, Yocto, Pixel Humain, Datarocks OI... L'équipe gagnante « work hard play hard » représentera la Réunion lors de la finale Océan Indien en fin d'année.

InMySphere, jeune pousse réunionnaise, a été retenue parmi 50 start-ups, pour participer au **Global Challenge** du Web2Day de Nantes. Les développeurs ont pu présenter leur application peï de réseau social et se confronter aux meilleures entreprises innovantes.

◆ **Attractivité territoriale**

Nexa, l'Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation, et l'Agence Film Réunion ont organisé la promotion du label « **La Réunion, Terre d'Images, Terre de Tournage** ». Les réalisateurs et producteurs internationaux invités ont signifié leur enthousiasme avec les professionnels locaux avec l'annonce de 3 nouveaux projets dans l'île.

◆ **Financements européens**

La Commission européenne, l'Etat et la Région ont officiellement lancé le programme opérationnel européen **FEDER 2014-2020**. Les différents secteurs économiques de l'île ainsi que les entreprises ayant bénéficié de fonds FEDER précédemment ont rencontré la commissaire européenne en charge de la politique régionale, Corina Cretu, en visite pour l'occasion.

◆ **Aménagement**

Karine Pothin a été nommée directrice par le conseil d'administration de la **Réserve naturelle marine**. Celle qui occupait le poste de biologiste et directrice adjointe, doit remplacer Fabien Metayer, directeur par interim.

Juin

◆ **Foncier économique**

L'Agence française de développement (AFD) et l'Agence d'urbanisme de La Réunion (Agorah) ont signé une **convention de partenariat** afin de renforcer leurs actions communes en faveur du développement stratégique des territoires.

◆ **Economie circulaire**

La Jeune Chambre Economique de La Réunion a récompensé les initiatives éco-circulaires lors du **concours « Okup'out poubelle »**. Les 3 vainqueurs élus par une campagne de vote par internet sont l'association Les Palettes de Marguerite, l'application Echologic et le projet Green Recycling Pet.

◆ **Innovation**

La seconde édition des **rencontres Agrofert'îles** a réuni sur la station expérimentale de l'ARMEFLHOR les organismes de recherche, de développement, de formation et d'accompagnement du monde agricole réunionnais, sous l'égide du réseau d'innovation et de transfert agricole (RITA Réunion).

◆ **Visite ministérielle**

Une délégation ministérielle a entrepris un programme de visites dans le département autour de diverses thématiques telles que l'énergie, la sécurité nautique, le Plan Logement Outre-mer ou encore les contrats de ville. Conduite par le Premier Ministre Manuel Valls, l'équipe était composée par la ministre de l'Outremer Mme George-Pau Langevin, la ministre de l'Education Nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Najat Vallaud-Belkacem et le ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports Patrick Kanner.

L'enquête auprès des dirigeant(e)s d'entreprises réunionnaises

Méthodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 300 entreprises (30 par secteur d'activité) du **19 juin au 2 juillet 2015** par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2012) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



| Baromètre 2T 2015 | DEMANDE DU MARCHÉ | CHIFFRE D'AFFAIRES | MARGE ET RENTABILITE | PRIX DE VENTE | EFFECTIF SALARIE | FORMATION | INVESTISSEMENT | CAPACITE DE PRODUCTION | SOURCES DE FINANCEMENT | STOCK | ECONOMIE REUNIONNAISE |
|-------------------------------|-------------------|--------------------|----------------------|---------------|------------------|-----------|----------------|------------------------|------------------------|-------|-----------------------|
| VS TRIMESTRE NORMAL | | | | | | | | | | | |
| Industrie Biens de conso. | -12% | 9% | -21% | 21% | -1% | 10% | 12% | -6% | -26% | 28% | -35% |
| Industrie Autres | -34% | -9% | -36% | -20% | -7% | 8% | -31% | -25% | -4% | 10% | -29% |
| Commerce de détail | -70% | -59% | -48% | -1% | 0% | 10% | -47% | -20% | -16% | -25% | -67% |
| Commerce de gros | -53% | -25% | -40% | -29% | -5% | -9% | 2% | -11% | -5% | 0% | -52% |
| Construction | -6% | 2% | -12% | -27% | -19% | 1% | -29% | 9% | -15% | -14% | -46% |
| Transports marchandises | -35% | -31% | -32% | -31% | -6% | -1% | -18% | 2% | 3% | -1% | -25% |
| Transports passagers | -1% | 4% | -16% | 5% | 12% | 23% | 12% | 7% | -1% | 7% | 3% |
| Numérique | -14% | -8% | -25% | -23% | 8% | 20% | 17% | 9% | -17% | 5% | -32% |
| Hôtels et restaurants | -66% | -64% | -53% | -21% | -12% | 10% | 6% | -15% | -24% | -12% | -53% |
| Autres services marchands | -24% | -12% | 7% | -14% | 5% | 0% | -9% | -5% | -4% | 1% | -30% |
| TOTAL | -34% | -21% | -22% | -13% | -3% | 4% | -15% | -7% | -11% | -4% | -42% |
| VS TRIMESTRE précédent | | | | | | | | | | | |
| Industrie Biens de conso. | 11% | 12% | -15% | 22% | -13% | 6% | 21% | -5% | -24% | 24% | -31% |
| Industrie Autres | -12% | 15% | -27% | -13% | -26% | -14% | -21% | -7% | -12% | 2% | -23% |
| Commerce de détail | -56% | -36% | -38% | -4% | 4% | -6% | -38% | -31% | -30% | -15% | -57% |
| Commerce de gros | -19% | -7% | -34% | -18% | -4% | -3% | -3% | -5% | -4% | -17% | -33% |
| Construction | 13% | 21% | -22% | -17% | -15% | -5% | 0% | -1% | -15% | -13% | -21% |
| Transports marchandises | -5% | -29% | -17% | -16% | -1% | -17% | -8% | -5% | 0% | -1% | -32% |
| Transports passagers | 7% | -5% | 0% | -11% | 7% | 18% | 3% | 1% | -13% | 0% | -1% |
| Numérique | -5% | -2% | -28% | -17% | 5% | 20% | 25% | 5% | -5% | 2% | -32% |
| Hôtels et restaurants | -70% | -60% | -52% | -15% | -18% | 9% | -10% | -15% | -27% | -7% | -44% |
| Autres services marchands | -38% | -13% | -14% | -13% | -3% | -4% | -21% | -17% | -9% | -11% | -13% |
| TOTAL | -27% | -11% | -25% | -11% | -6% | -3% | -13% | -13% | -15% | -9% | -29% |
| VS TRIMESTRE Prochain | | | | | | | | | | | |
| Industrie Biens de conso. | -5% | 3% | 5% | -3% | -9% | 3% | 6% | 10% | -2% | 4% | -13% |
| Industrie Autres | 25% | 23% | 13% | 0% | 1% | 28% | 28% | 17% | 11% | 18% | 18% |
| Commerce de détail | -25% | -28% | -26% | 3% | -19% | -22% | -26% | -26% | -38% | -18% | -25% |
| Commerce de gros | -16% | 12% | -32% | -21% | 2% | 2% | 1% | -6% | -4% | -5% | -10% |
| Construction | -7% | 4% | -10% | -10% | -13% | -20% | -5% | 8% | -14% | -3% | -16% |
| Transports marchandises | -4% | -1% | -11% | -2% | 0% | 3% | -3% | 0% | -13% | -8% | 5% |
| Transports passagers | 36% | 47% | 12% | -1% | 3% | 15% | 19% | 15% | 24% | 4% | 43% |
| Numérique | 23% | 23% | -14% | -11% | 8% | 11% | 20% | 23% | -5% | 11% | -6% |
| Hôtels et restaurants | -2% | 7% | -15% | -15% | -2% | 7% | 3% | 3% | -18% | 3% | -14% |
| Autres services marchands | 11% | 19% | -13% | 0% | 3% | 13% | -4% | 4% | -5% | 3% | -4% |
| TOTAL | -1% | 6% | -14% | -5% | -4% | 1% | -3% | 0% | -11% | -2% | -9% |

Exemple de lecture du tableau :

: représente l'évolution des valeurs issues des enquêtes précédentes, avec les derniers points (forcés) et les points bas (clairs).

-35 % : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise

se porte mieux au second trimestre 2015 par rapport aux prévisions faites, et ceux qui pensent qu'au contraire l'économie locale s'est dégradée en ce début d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.

Les perspectives à court et moyen terme

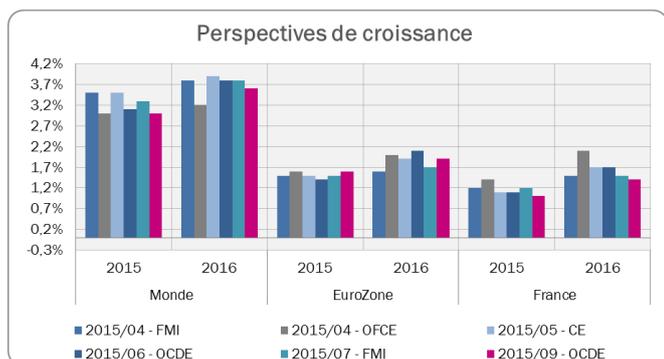
● La scène internationale et européenne

Les soubresauts économiques de la Chine qui n'a pas réussi à compenser, par son marché intérieur, l'atonie des marchés internationaux, ont eu raison des prévisions de la croissance mondiale. La réduction de la demande d'importations du pays a eu un impact négatif sur le cours des matières premières.

Le ralentissement des prix de l'énergie et des matières premières fragilisent les perspectives des pays exportateurs. Cela va clairement participer à un phénomène récessif de ces économies, accentuant davantage la décélération de l'économie mondiale.

Alors que l'OCDE a ramené son estimation à 3,0% cette année, le FMI a également rapporté que sa précédente estimation de 3,3% de croissance n'était plus réaliste.

L'ensemble de ces éléments devrait donc tempérer l'éventualité d'une hausse des taux de la Federal Reserve américaine compte tenu d'un contexte de dégradation économique.



Sources : Communauté Européenne, FMI, OCDE, OFCE

La zone euro connaît quant à elle une croissance toute relative de 1,5% selon les différentes estimations. Pourtant, elle bénéficie de la faiblesse relative de sa monnaie et de moindres coûts de l'énergie et des matières premières, autant de facteurs qui devraient la tirer vers plus de dynamisme.

Au cours des trois derniers mois, le cas grec a largement occupé la scène médiatique et politique européenne. Loin de régler la question de la dette, les solutions proposées par un nouveau plan d'aide, identique aux précédents sur le fonds, étreignent davantage la Grèce et lui enlèvent toutes perspectives de retrouver une soutenabilité de son économie.

En ce sens, le FMI a alerté sur la viabilité de la dette grecque qui atteint maintenant 175% du PIB. L'organisme en a demandé une restructuration, comprenant un effacement partiel, conditionnant sa participation au troisième plan de l'Europe.

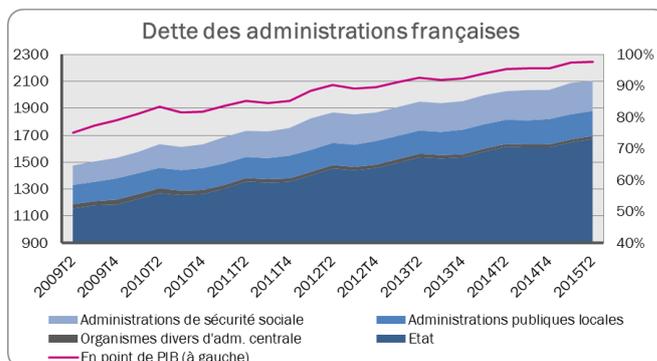
Par ailleurs, les politiques d'austérité menées ont pour conséquence un effet déflationniste en Europe. La chute des tarifs de l'énergie et des matières premières ne font qu'accroître ce mécanisme. Ainsi, en septembre, le taux d'inflation européen est négatif à

-0,1% sur un an. L'efficacité des mesures de la Banque Centrale Européenne, notamment le plan massif de rachat indirect des dettes (quantitative easing) semble atteindre des limites.

Ces politiques pro-cycliques affaiblissent les ressorts de la croissance. Or, l'absence de croissance, l'augmentation du chômage, le développement de l'instabilité sont peu propices à des anticipations positives des agents économiques.

● La politique économique française

En France, la symétrie avec la politique menée à l'échelon européen se traduit dans le projet de loi de finances pour 2016, bâti avec une prévision de croissance à 1,5% (correspondant au consensus économique) après 1,0% en 2015. Un effort supplémentaire de 16 Md€ d'économies (ou de dépenses en moins), contre 14,5 Md€ en 2015, est sollicité dans la continuité du plan triennal de 50 Md€.



Source : INSEE

De fait, générant un déficit public de 3,8%, la France dépassera à nouveau le seuil de 3% fixé par Bruxelles, négocié pour être atteint en 2017. Rappelons que la dette publique a franchi au second trimestre les 2 100 Md€, à 97,6% du PIB.

L'agence Moody's a jugé insuffisante la performance de l'économie française en termes de croissance et a baissé la note du pays de Aa1 à Aa2. Alors même que les prévisions du gouvernement sont construites à la faveur d'éléments avantageux déjà évoqués.

Dans ce contexte, si l'outremer semble à première vue épargnée grâce à une stabilité de son budget 2016 à 2,2 Md€, une « modernisation » du dispositif des exonérations de charges patronales devrait encore amputer les entreprises ultramarines d'un montant de 81 M€, après avoir été ponctionnées de 90 M€ en 2015. Ni la majoration du CICE à 9%, ni le maintien de la défiscalisation, ne permettront de compenser ces prélèvements dans la compétitivité des entreprises.

Enfin, l'investissement public devrait ralentir encore puisque les collectivités des DOM pourraient subir à nouveau la diminution de leurs dotations dans le cadre leur contribution à l'effort national de 3,5 Md€ d'économies.

L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

En 2015, les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

Publications disponibles :

◆ **Tourisme adapté - synthèse**

L'étude, menée par le groupement ENVIRONNEMENT PARTENAIRE et ALTEA, s'intéresse aux personnes en situation de handicap, aux personnes souffrant d'une pathologie et aux personnes à la recherche de bien-être. Dans le cadre de son élaboration, des ateliers participatifs ont réuni les acteurs des filières sur les thèmes du handicap, de la santé et du bien-être. Après une première phase de diagnostic, la seconde phase de l'étude « stratégie » a été restituée et partagée avec les différents représentants institutionnels et privés.

◆ **Agriculture biologique**

Cette filière qui concerne les produits alimentaires mais aussi les plantes aromatiques, médicinales et à parfum, s'adresse à la fois à la demande locale comme à l'exportation, via la transformation locale. L'objectif transversal de cette étude, réalisée par le cabinet CYATHEA, est l'identification et la mobilisation des acteurs économiques tout au long de la filière à conforter. Les acteurs considérés sont les acteurs clés de l'ensemble des sphères agricoles (biologiques ou conventionnelles) permettant d'aborder la problématique dans sa totalité.

◆ **Le microcrédit professionnel à La Réunion**

Dressant un tableau complet du dispositif local et des différentes institutions, le dossier offre un bilan en 2012 de la production ainsi que son évolution depuis plus de 5 ans. Il intègre les retombées sociales en termes d'entreprises, d'emplois créés et/ou maintenus mais aussi l'impact financier et l'effet de levier des crédits bancaires associés.

◆ **Panorama des industries agro-alimentaires à La Réunion**

En partenariat avec la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de la Réunion, Nexa propose un panorama complet des différentes industries agroalimentaires à la Réunion en 2010.

◆ **Les notes de conjoncture trimestrielles**

L'Observatoire Régional de l'Economie publie sa note de conjoncture retraçant la tendance macro-économique de La Réunion chaque trimestre, les faits marquants et les perspectives à court et moyen terme. Elles incluent les résultats des enquêtes auprès des dirigeants d'entreprises réunionnaises.

◆ **Les industries culturelles et créatives à La Réunion : diagnostic et perspectives**

En partenariat avec la Région Réunion et le Secrétariat général aux affaires régionales, Nexa propose un diagnostic des industries culturelles et créatives à la Réunion, leurs potentialités ainsi que leurs perspectives de développement.

Les rubriques « **Indicateurs conjoncturels** » et « **Baromètre entreprises** » sont également consultables en ligne.

Pour en savoir plus : www.nexa.re/observer-la-reunion

NEXA Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation

VISION

En tant qu'accélérateur de projets de La Réunion, NEXA a pour rôle d'accompagner le développement économique du territoire et d'en accroître l'attractivité.

L'action de NEXA vise à renforcer la compétitivité et la durabilité de l'économie réunionnaise dans les domaines piliers de la stratégie régionale :



Agroalimentaire



Technologies de l'Information
et de la Communication (TIC)



Energies renouvelables
Environnement



Tourisme

DES MÉTIERS INTERCONNECTÉS

Pour assurer ses missions, NEXA s'appuie sur des métiers interconnectés et centrés sur la prospective, l'animation de réseaux, la veille, l'ingénierie de projets, la mise en œuvre d'actions de promotion et la contribution à la structuration de nouvelles filières.



CONTACTEZ NOUS

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 - 97491 Sainte Clotilde Cedex
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26

observatoire@nexa.re

www.nexa.re

